

Philippe Madec

Vers la ville bienveillante

Pour le cycle organisé par l'Ambassade de France « La ville durable et intelligente », Barcelone, 6 novembre 2012

Monsieur le Directeur de l'Institut Français, Yannick Rascouet, Monsieur l'Attaché scientifique de l'Ambassade de France en Espagne, Vincent Reillon, Madame le Consul Général de France à Barcelone, Anne Grillo, je vous remercie vivement pour cette invitation à vous accompagner en début de votre cycle de conférence sur la ville durable et intelligente.

L'émergence reportée de la ville durable

Le développement durable devient public après 1987 avec la remise du rapport Brundtland, du nom de la femme alors premier ministre de Norvège, sur l'état de la planète commandé par l'ONU et remis sous le titre « Our Common Future », « Notre futur à tous ».

Malgré l'annonce d'une augmentation conséquente de la population mondiale et de son urbanisation majoritaire, la question essentielle de la ville durable sera longtemps la grande absente des différents grands rendez-vous des nations que sont les Sommets de la Terre.

Il faut vraiment attendre les années 2000, surtout leur seconde partie, pour que la question urbaine émerge vraiment, alors que les villes avaient déjà décidé de prendre en main leur destin.

La réalité des actions municipales ne peut pas attendre que les nations se mettent d'accord. Ce qui est par ailleurs de plus en plus complexe. Si, il y a 20 ans à Rio de Janeiro, l'extraordinaire Sommet de la Terre a permis d'inventer les Agendas 21, traduction locale de la conscience mondiale, « Penser global, agir local » disait le français René Dubos dès 1972, le Rio+20 de cette année peut être traduit à l'instar de la revue belge *be.passive* : « Rio+Vain ».

Sur le terrain, dans les villes et les bourgs, les choses changent ; l'effet « bottom-up », c'est-à-dire le sens des données venant du terrain vers les responsables, est à l'œuvre en ce qui concerne les villes. Le terrain donne du poids l'avenir des établissements humains.

En Europe, la Charte de Leipzig sur la Ville Européenne Durable est promulguée en mai 2007 sous la présidence allemande.

La Convention des Maires sur le changement climatique de février 2009 orientent les politiques municipales et les engagent à diminuer de 20% les émissions de gaz à effets de serre sur leur territoire.

A l'échelle mondiale la première conférence des maires sur le climat ne s'est tenue qu'en novembre 2010 à Mexico.

Cela ne signifie pas qu'il ne s'est rien passé entre temps. Des actions, des unes plus exemplaires que les autres, restaient isolées ou cherchaient à se structurer :

- le mouvement Cittaslow « Slow for a better life » naît en 1999 de l'initiative du maire d'une petite commune du Chianti en Italie et se répand dans 10 pays sur tous les continents ;
- le réseau des green cities émerge ;
- plus récemment celui des resilient cities qui « To raise awareness about the combined future challenges associated with climate change, potential energy and resource scarcity, and ongoing environmental degradation in the context of global population growth, and the radical challenges these will pose for how we plan cities and design buildings. »
- notamment.

De l'écoconstruction à la biorégion

Dans le cadre de l'aménagement des établissements humains, on a assisté à un élargissement de l'échelle des préoccupations. C'est une suite directe de la mise en œuvre progressive d'une écoresponsabilité qui est de plus en plus largement partagée par la société et par les acteurs.

A présent « aménager » signifie très clairement « ménager » la Terre et l'humanité, protéger la Terre humaine.

Penser la Terre et l'humanité comme une totalité, comme un ensemble nécessite de reconnaître l'hypercomplexité de la situation contemporaine et donc de ne pas ignorer l'interdépendance des différents aspects de nos établissements humains.

Penser la Terre et l'humanité comme une totalité nous amène à ne plus isoler chaque partie d'un projet, de son contexte large, culturel, social, environnemental et économique.

C'est dans ces circonstances historiques qu'en France nous sommes passés de 1997 et du bâtiment éco-construit à l'écoquartier vers 2005, et maintenant à l'éco-cité en 2010.

Avec la notion d'éco-cité, on atteint la première échelle pertinente, celle à partir de laquelle s'ouvre la possibilité de l'engagement du territoire, là où se déploient enfin les diversités et où peuvent se dénouer les absences d'équités. C'est-à-dire la première échelle pertinente pour aborder l'équité territoriale.

Les premières étapes françaises de l'éco-responsabilité étaient peu soucieuses du territoire. La méthode HQE Haute Qualité Environnementale, procédure pour construire écologiquement en 1997, équivalente de la méthode anglaise Breamm ou Minergie en Suisse, ignore à ses débuts les impacts de la situation du bâtiment sur l'aménagement du territoire. On peut construire une maison HQE à 20 kilomètres d'une ville et s'y rendre en 4x4.

Puis l'on a vu apparaître des éco-quartiers, parfois pensés comme une fin en soi, un objet parfois simplement de marketing, peu soucieux de leur contexte, allant jusqu'à s'enfermer pour vivre paisiblement leurs différences environnementales.

Mais l'éco-quartier peut produire pas de la fracture sociale, devenir un « quartier de bobos ».

Pour qu'il échappe à la tentation communautariste, pour qu'il devienne un morceau de l'aménagement d'une ville durable, ou l'amorce d'une ville en train de devenir durable et pour qu'en fin de compte il réussisse son insertion malgré toutes ses différences, cela nécessite des trésors d'urbanité, de continuité, de porosité et surtout de partage avec la société alentour.

Engager le territoire

L'éco-cité peut-elle devenir un objet en soi, une fin en soi comme l'éco-quartier ? Non, si l'écocité s'inscrit dans une logique de renaissance du territoire. Les relations d'interdépendance, qui existent entre elle et le territoire alentour, tissent des logiques de bassin de vie, un avenir de courtes distances, d'approvisionnement et de proximités, de voisinages féconds. Y a-t-il plus dépendant qu'une ville ?

Vers l'EcoRégion

L'échelon régional est l'étape suivante : il est celui où se pose et où peut se résoudre la question de l'équilibre des territoires, celui d'une possible relation éco-responsable entre les métropoles et les territoires ruraux.

Nous devons absolument y réfléchir au-delà de la métropolisation du territoire qui se profile, de façon, somme toute, assez triste : le territoire serait aujourd'hui construit par les métropoles et par les infrastructures qui les relient. Le déséquipement du monde rural est en cours, y compris dans le cas des petites villes. Le territoire s'assècherait. Refusons cela.

L'Ecorégion est à venir, ou la BioRégion comme on dit à Barcelone. C'est là que se pensera et se réalisera véritablement l'équité territoriale. C'est la grande aventure contemporaine, d'autant plus difficile que les territoires dont nous héritons expriment fortement la ségrégation.

Le projet partagé

Ce qui fait le quartier, le bourg, la ville, la métropole, la région écoresponsable, c'est le projet politique, ce n'est pas le projet technique.

La qualité de son projet spatial est la conséquence de la force, de la cohérence et de la qualité du management d'un projet politique dans la longue durée.

Pour une action politique partagée, car le projet urbain éco-responsable s'inscrit dans un changement du sens de l'autorité.

Dans la conception durable des établissements humains, on cherche moins à savoir « qui a l'autorité » qu'à trouver « ce qui fait autorité ». Et l'expérience de terrain montre que ce qui fait autorité naît du partage, ainsi que l'expliquait la philosophe Hannah Arendt. Ce qui fait autorité est le projet partagé.

Le greenwashing

Il y a un point partagé aujourd'hui, mais c'est un effet pervers de l'élargissement de l'éco-responsabilité : tout devient vert. L'immobilier, l'énergie et les voitures, les villes elles-mêmes. Nous voilà face à une « verdolâtrie » qui serait une rémanence des Modernes ?

Bien sûr le végétal importe, au-delà de son agrément et de la capacité de ses lieux à établir une cohésion sociale, pour lutter contre l'effet d'îlot de chaleur, garantir la qualité de l'air et de l'eau, soutenir la biodiversité. ¹Comme avec les rabines de Pacé.

Mais ne l'envisageant qu'ainsi, l'homme réduit la nature à un outil hygiéniste : phyto-remédiation, dépollution et maîtrise locale du climat, santé, etc.

¹ - Les rabines de Pacé

Non content de l'épuiser depuis trop longtemps, il lui demande maintenant de réparer les dégâts qu'il lui cause. Cette attitude reprend une idéologie du XIX^e siècle faite d'un mélange de vertu réparatrice de la nature et de rêve d'harmonie sociale, alors que notre rapport à la nature a profondément changé.

La Nature en ville

Prenons trois projets de mon atelier pour comprendre l'utilisation étrange des termes « vivant » et « nature ».

²Quand dans le cadre du projet agri-culturel pour le quartier des Murs-à-pêches de Montreuil, à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt, on retient d'installer sur une parcelle, à côté des étendues de maraîchage, une culture de l'osier, installe-t-on de la nature ? Ne construit-on pas davantage une cohérence écologique, biologique, mêlant la culture des tziganes et des roms sédentarisés à une production agricole qui permet de maintenir leur savoir-faire en cannage ? Agriculture, culture et histoire mêlées !

³Quand pour le projet de l'éco-village des Noés à Val-de-Reuil, on développe, avec une coopérative locale, une pratique d'horticulture biologique support de réinsertion sociale en même temps qu'un parc urbain inondable avec la création d'une frayère à brochets, où est la nature ? Dans la création ex nihilo d'une frayère à brochets, dans l'acceptation des crues ou dans la coopération des hommes qui s'entraident ?

Quand pour les quartiers de Beausoleil à Pacé, on décide d'inonder l'hiver une prairie entretenue tout le ⁴reste de l'année en tant que pâture, au bord de laquelle on installe des collectifs sociaux et privés, que fait-on ? On redonne sa place à la nature ou on donne les conditions au vivant de se déployer ?

Parler d'une nature en ville ramenée à la faune et à la flore, à la trame verte et bleue, à ce que l'on a coutume d'appeler la biodiversité, revient à ignorer l'homme.

Ce serait comme si la terre et l'humanité étaient deux choses différentes ! Comme si l'homme, sous prétexte qu'il est la créature la plus à même de se dénaturer, ne faisait pas partie de la nature ! L'homme et la Terre sont une seule et même chose, une expression consubstantielle de la nature.

Un retour de la nature comme modèle

Oui, il y a un retour de la nature comme modèle. Mais, loin d'une nature romantique, idéalisée, ce qui s'affirme est une nature pensée comme l'expression du vivant. Le nouveau paradigme est là. La nature n'est pas seulement verte. Elle est vie, multicolore, noire, blanche, rouge, verte et bleue, à poil et à feuille, à écaille et à peau.

A partir de ce qui reste de nature, les pièces éparses du monde se rassemblent autour de ce qui est en commun : le vivant et sa diversité, une biodiversité dans laquelle l'homme retrouve sa place en symbiose avec les éléments de la nature.

La voie royale est la voie du temps. Elle est ouverte. La voie du vivant, de tout le vivant.

Tout cela s'inscrit dans une longue histoire de laquelle l'architecture et l'urbanisme ne peuvent être absente.

² - Les Murs-à-pêches de Montreuil

³ - L'éco-village des Noés

⁴ - La prairie inondée de Mondonin

Le modèle mathématique, prédominant au cours du modernisme, est remplacé par le modèle biologique. Nous nous inscrivons dans les mécanismes de la nature, nous nous glissons dedans pour nous y (re)trouver.

La philosophie, la sociologie, l'anthropologie et la nouvelle histoire ont reconnu le quotidien, la multiplicité des temps vécus, les lieux, les mythes, la structure sociale, le corps, etc. Les sciences exactes, elles aussi, ont quitté leurs anciens modèles universels et invariants pour intégrer le mouvement, le vivant et sa dimension temporelle⁵⁶. Elles se sont forgé des outils pour cela : la thermodynamique, la géométrie fractale, les structures dissipatives ou la théorie du chaos, par exemple. C'est vrai aussi pour l'art qui a intégré le geste et comme Jean-Pierre Pincemin est passé de l'abstraction à la représentation des formes de la nature, Sol Lewitt, Jackson Pollock⁷.

À la permanence, à l'analogie, à l'unité, à la continuité, à l'instant — ces intérêts d'hier — s'ajoutent les valeurs du vivant : le changement, la différence, la particularité, la discontinuité, la durée...

L'architecture et l'urbanisme ne peuvent éviter de s'approprier ses valeurs. Ils ne peuvent reporter une fois encore la seule tâche qui vaille : participer à l'invention de cet autre face du monde qui autorise un nouveau savoir-vivre. Ainsi l'engagement de la temporalité dans le projet urbain sert à élargir la spatialité. Elargir donc l'espace par le temps.

Construire les établissements humains selon les rythmes des saisons, selon les jours et les nuits des hommes ; les admettre en leurs différences et leurs spécificités selon les climats où ils se situent ; envisager les distances non plus en mètres mais en minutes selon la topographie, les âges et les destinations ; être attentif à la vie quotidienne de tous les êtres vivants ; apprendre des vents, de la goutte d'eau et des lichens ; laisser des lieux se reposer ; ajouter la lenteur à la vitesse, ce qui est à portée de pied à ce qui est au-delà de l'horizon. Adjoindre la durée à l'instant, la temporalité à la spatialité sont autant de manières essentielles d'accueillir la nature dans la ville, y compris le vert qui cessera alors d'être l'alibi d'une nouvelle déresponsabilisation.

Le temps permet de comprendre les limites de la tradition de la forme dans les conceptions architecturales du territoire et de la ville contemporaine, surtout métropolitaine. Ensuite, il rend compte du rôle opératoire accordé aux temporalités pour aborder les mécanismes de la ville, de la vie quotidienne urbaine, ce qu'illustrent tout la mise au point par les urbanistes d'une représentation de la ville en cartes du temps que de l'intégration de la chronotopie, du foisonnement, de la flexibilité, du bureau du temps comme à Rennes, du bureau des questions du futur comme dans le Vorarlberg, etc.

Enfin et surtout, le recours au temps est inévitable dans la nouvelle donne historique. La révolution culturelle la plus conséquente engagée par le développement durable réside dans une reconsidération de notre rapport au temps : passer d'une permanence postmoderne du présent à une conception de la durée tournée vers le futur, concevoir le temps hybride des natures humaine et terrestre mêlées, ou bien encore explorer le temps augmenté de la cybernétique sont autant d'aventures déjà engagées.

Quotidienneté versus fonctionnalisme

Ce qui manque dans les projets actuels d'urbanisme éco-responsable est la prise en compte de la vie quotidienne, alors qu'elle est la voie première pour engager chacun dans ce projet collectif d'une invention d'un nouveau savoir-vivre le monde.

Il y a presque 20 ans, le philosophe allemand Peter Sloterdijk annonçait l'incompatibilité du monde ancien et du monde à venir. « *On commence peu à peu à comprendre que l'actuel way of life et le long*

⁵ - La géométrie ancienne

⁶ - la géométrie actuelle

⁷ - Peintures de Jean-Pierre Pincemin

terme sont deux choses qui s'excluent totalement l'une l'autre » écrivait-il.

Sans doute le savons-nous maintenant. Mais cette conscience-là est-elle vraiment à l'œuvre dans les décisions actuelles? Oui, par le sens qu'elle donne. Non, parce que la radicalité nécessaire du propos trouve peu d'expressions bâties et vécues.

L'approche seulement fonctionnaliste échoue là, surtout dans notre champ où l'hégémonie des fonctions techniques contribue à la défaite de l'espace public. Il y a encore une trop grande confiance apportée à la technique. Pourtant, la nécessaire révolution des mentalités et des modes de vie qui nous réclame tous, ne se propagera pas seulement dans l'application de procédures techniques ou la mise en œuvre de techniques environnementales, même pertinentes.

Ces procédures et ces techniques ne trouvent leur justesse dans la durée que si leur usage ordinaire par Monsieur et Madame Tout-le-Monde est compris et correct.

Engager la culture, le quatrième pilier du développement durable

La revendication de la culture comme quatrième pilier du développement durable est une clé pour laisser se manifester la diversité des conditions de vie et pour sortir le discours urbanistique courant de la seule logique de métropolisation.

Rechercher la dimension culturelle, c'est-à-dire selon les mots du philosophe Paul Ricoeur : rechercher « les figures historiques cohérentes »³ et les confronter aux questions du futur (en fait refonder une cité dans la vie à venir de ses citoyens) est la voie qui permet :

- de solliciter toutes les dimensions territoriales, des bourgs aux métropoles, des plus rurales aux plus ultramarines,
- de mettre en évidence l'écart entre la pensée technique abstraite due au caractère universel des données physiques et les conditions quotidiennes de la vie humaine toujours localisée.

Prenons le projet de Saint-Christol près de Montpellier :

- explication sur diapo ;
- la culture mise en œuvre ;
- la matière, les hommes, les savoir-faire.

La culture #2

Il allait de soi que l'intérêt pour le vivant allait ouvrir à la pluralité. C'est ainsi que les localités, les temporalités, les identités, les territoires, les particularités, les spatialités, les quotidiennetés deviennent des principes actifs de la culture et donc, par conséquent, du projet architectural et urbain, du projet de territoires.

La culture prend là tout son sens comme quatrième pilier du développement durable.

Engager la culture qui a pour valeur première de reconnaître et produire de la différence, et dans le même temps engager le vivant, ne peut s'opérer sans compter sur les citoyens.

En France, la construction neuve représente plus ou moins 1% du parc bâti existant. Ce n'est donc pas avec les quartiers et les bâtiments nouveaux, même les plus éco-responsables, que nous pourrions atteindre les engagements de l'Europe et de la France vers le "Facteur 4". La notion de « Facteur 4 » désigne l'indispensable objectif d'une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Annoncée en 1995 par le Club de Rome, auquel j'appartiens, elle propose d'arriver à avoir deux fois plus de performance avec deux fois moins de matière, deux fois plus de bien-être tout en consommant deux fois moins de ressources⁸.

Il est donc bien plus essentiel de s'attacher à reconverter la ville existante que d'ajouter des quartiers neufs. Travailler sur les quartiers existants représente une tâche bien plus ardue mais aussi bien plus conséquente que la création des nouveaux quartiers durables.

On le sait : physiquement en France les établissements humains de demain, les villes de demain, ressembleront à ceux d'aujourd'hui parce que ce sont ceux d'aujourd'hui. On ne les détruira pas pour en construire d'autres ; nous n'avons ni le temps ni l'énergie ni les ressources pour le faire. D'un point de vue « soutenable », on sait qu'il vaut mieux consolider que détruire, réhabiliter que démolir, quand entrent en ligne de compte l'énergie engagée dans la démolition, l'énergie engagée dans l'évacuation des déchets, l'énergie et les ressources nécessaires pour les matériaux de la construction neuve, la quantité de déchets à traiter et le coût du tri sélectif (le volume des déchets issus du secteur du bâtiment est supérieur au volume des déchets ménagers), la perte d'un certain nombre de logements. Et quand on prend en compte les relations profondes existantes entre une société et son territoire, on ne compte plus.

Même reconverter physiquement la ville existante ne suffira pas, nous n'aurons pas métamorphosé la ville à temps pour répondre au défi du Facteur 4.

Il n'y aura pas une révolution formelle de la ville, mais une métamorphose de l'intérieur, basée sur un changement radical des modes de vie. Chaque action, quelque soit l'échelle où elle est menée, participe à une refondation des lieux et des sociétés où elle se déroule.

Il ne suffira pas d'amender notre monde pour sortir de la situation actuelle. Il faudra cheminer vers une autre relation au monde. La question de la puissance qui s'y jouera sera d'abord la puissance collective des citoyens avant d'être de watts, de joules ou de lumens.

(à développer sur diapos : la ville de la pantoufle, l'îlot fermé de Bruxelles enfin ouvert, la super manzana.⁹)

La participation des citoyens est le paradigme de la biodiversité.

Ils recomposent des territoires, parallèlement aux structures spatiales institutionnelles. On mise sur des micro-investissements étalés dans le temps, qui se nourrissent des interstices, des ambiances, des coins et des recoins, des délaissés. On accompagne, on met en espace des pratiques qui tissent une ville autre que celle des rues et des places, une ville alternative au creux de la ville déjà là.

Loin du plan liché, de l'objet magnifique et célibataire, nous travaillons maintenant sur des logiques et des frontières floues, dans la fragmentation. Nous en sommes donc venus à penser et à produire la ville à partir de processus, de stratégies programmatiques, de possibilités d'échange et de hiérarchies établies comme des potentiels, de l'acupuncture comme dans les exemplaires « Contrats de quartier » de la région Bruxelles Capitale. Des pollennisations, des contaminations, des attractions, etc.¹⁰

La densité remise en selle par le développement durable est plus affaire de stratégies que de forme. Au cas par cas, la densification se produit malgré tout et les problèmes se résolvent peu ou prou : faire la ville sur la ville, réhabiliter, reconverter, réaffecter, tous les « re » appartiennent aux logiques du développement durable, comme les mutations, les extensions, les surélévations, les ouvrages en sous-oeuvre, etc.

⁸ - Club de Rome, *Facteur 4*

⁹ - diapo

¹⁰ - diapo

Et là nous ne sommes sans doute pas dans un modèle naturel, mais face à une construction proprement culturelle, c'est-à-dire sociale, économique et environnementale.

Il est bien question de la vie

Nos villes et architectures sont maintenant durables, équitables, soutenables, désirables.

Avant, on les disait futuriste, moderniste, postmoderniste, déconstructiviste, etc.

Le suffixe « -able » remplace l'ancien « -iste ». La possibilité d'être et son souci supplantent l'esprit de système. Le langage courant en atteste au moment où il est, effectivement et de toute urgence, question de la vie : nous sommes en train de gagner sur nous-mêmes !

En cette période où il est bien question de la vie,

Voilà la confirmation d'une espérance efficace.